



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché de Prestations Intellectuelles

C.H.R. METZ-THIONVILLE
1 Allée du Château
CS 45001
57085 METZ Cedex 3

HOPITAL DE MERCY – CONSTRUCTION D'UN LOGIPOLE

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA CONDUITE D'OPERATION

La consultation est passée selon la procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : le 26 septembre 2025 à 12h00

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

Le Centre Hospitalier Régional Metz Thionville, personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, pouvoir adjudicateur, seule habilité à signer les marchés.

ARTICLE 2- OBJET DU MARCHÉ**2-1- PERIMETRE DE LA CONSULTATION**

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la conduite d'opération pour la construction d'un logipôle à l'Hôpital de Mercy.

2-2- DUREE DE VALIDITE DU MARCHÉ

La durée du marché court à compter de sa notification et prendra fin à la réalisation complète des travaux objet du marché.

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché est estimée à 48 mois hors GPA.

2 -3 – FORME DU MARCHÉ

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire par type d'intervenant et par phases de la mission.

ARTICLE 3- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION

La consultation est passée selon la procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique. Le CHR aura recours à la négociation des offres reçues. Le CHR se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

ARTICLE 4- ALLOTISSEMENT

Le marché est traité à lot unique, les prestations formant un tout homogène non divisible et liées à une opération de travaux.

ARTICLE 5- VARIANTES - PSE**5.1 VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées pour cette consultation.

5.2 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Il n'est prévu aucune prestation supplémentaire éventuelle pour cette consultation.

ARTICLE 6- DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents qui régissent la consultation sont dans l'ordre de priorité décroissante.

6-1- PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (A.E.) constituant l'offre du prestataire ;
- Le DC1
- Le DC2
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Etablissement Public fait seul foi ;
- Le règlement de consultation (RC)

6-2- PIECES COMMUNES

La pièce commune suivante n'est pas jointe au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément la connaître, s'y référer et l'accepter :

Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de Prestations intellectuelles.

ARTICLE 7- EXECUTION

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des phases définies au CCTP de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

ARTICLE 8- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8-1 - CONTENU DES PRIX :

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, comprenant déplacements, repas et hébergement du titulaire, ainsi que, le cas échéant, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport liés à la prestation, jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Les prix seront libellés en Euros.

Les prix proposés doivent comprendre tous les frais inhérents à la prestation complète (hébergement, restauration, déplacements, communication, ...).

De même, tous les équipements ou consommables nécessaires à la réalisation de la mission sont à la charge du candidat.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée.

8-2 - FORME DES PRIX :

Les prix proposés par le fournisseur retenu pour l'exécution des prestations du présent marché seront fermes la première année d'exécution du marché.

Il sont ensuite révisables selon la formule :

$$P_n = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (\text{Ind Syntec}_n / \text{Ind Syntec}_0)],$$

où

- **P_n** = Prix actualisé de la période annuelle du marché,
- **P₀** = Prix initial du marché

- **Indice Syntecn** = dernière valeur connue de l'indice à la date anniversaire du marché
- **Indice Syntec0** = valeur de l'index au mois 0 (mois 0 = août 2025)
- Il ne pourra y avoir qu'une seule révision de prix par période annuelle, à la date anniversaire.

La révision des prix sera transmise par le prestataire un mois avant la prise d'effet (date anniversaire du marché).

ARTICLE 9- PAIEMENT – ETABLISSEMENT DES FACTURES

9-1- Présentation des demandes de paiement

Les factures pourront être envoyées au fur et à mesure de l'exécution des prestations et seront libellées à l'adresse suivante :

- **CHR de Metz Thionville** : 1 Allée du Château – 57085 Metz

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.

Etablissement	N° de SIRET	Code service
CHR de Metz Thionville	265.702.803.00510	DTCHR

Les factures contiennent les informations suivantes :

- ☐ les noms et adresse du créancier ;
- ☐ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- ☐ le numéro du marché ;
- ☐ la date d'exécution des prestations ;
- ☐ le montant hors T.V.A. ;
- ☐ le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ☐ le montant total T.T.C. ;
- ☐ la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins de la Trésorerie Hospitalière.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

9-2- Délai de paiement et mode de règlement

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

ARTICLE 10 – AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

10-1- Avance forfaitaire

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H.R. pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

10-2- Garantie à première demande

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H.R., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

10-3- Remboursement de l'avance forfaitaire

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le C.H.R. procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 11- CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas demandé de constitution d'une garantie ou d'un cautionnement.

ARTICLE 12- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

12-1- PENALITES POUR RETARD

Lorsque les délais contractuels d'exécution fixés par le marché sont dépassés par le fait du prestataire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule ci-après :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

dans laquelle :

P = Montant des pénalités,

V = Valeur pénalisée (valeur des prestations sur laquelle est appliquée la pénalité),

R = Nombre de jours calendaires de retard.

12-2- EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de défaillance imputable au prestataire entraînant la résiliation du marché à ses torts ou de défaillance d'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non correction dans les délais accordés, le Pouvoir Adjudicateur pourra, dans un délai de six mois suivant

la résiliation du marché, ou de deux mois suivant le constat de défaillance du prestataire, passer un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore acceptées ou réalisées.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du prestataire résilié ou défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

En cas de différence de prix au détriment de l'Etablissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit, ou récupérée par titre de recettes, au libre choix de la personne responsable du marché. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

12-3 - Sursis de paiement

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- **non respect du prix du marche**
- **erreur de quantité**
- **erreur de tva**
- **port facture non du**
- **admission du matériel/ de la prestation non prononcée**
- **taux de remise sur articles factures non indique**
- **tarifs applicables pour l'année concernée non arrêtes**
- **relevé d'identité bancaire différent de celui porte au marche**

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

ARTICLE 13- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 14- RESILIATION POUR FAUTE

En cas d'infraction caractérisée aux clauses du marché, notamment en cas de manquement aux obligations du présent C.C.A.P., ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis par le candidat, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours.

Dans ces cas, l'exécution de la prestation, telle qu'elle est définie dans le présent C.C.A.P., sera confiée à un autre prestataire de services aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 12-2.

Par dérogation à l'article 40 alinéa 1^{er} du CCAG PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 15- COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Principale des Finances

Rue des Frères Lacretelle, 57070 Metz

tél. : 03 87 65 17 60, fax : 03 87 65 17 99.

T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 16- COMMENCEMENT D'EXECUTION DU MARCHÉ

Il ne pourra y avoir commencement d'exécution des prestations qu'après notification du marché au titulaire retenu.

ARTICLE 17- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 18- DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les articles du présent CCAP prévalent sur ceux du CCAG/P.I. en cas de contradiction. En particulier :

L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG PI.

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG PI.

Fait à METZ, le 23 juillet 2025,

La Directrice des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie,

Katia REBELO-SEWASTIANOW

